

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 01/2020

Tableau de bord de l'Economie

au 1er trimestre 2020

Juin 2020

SOMMAIRE

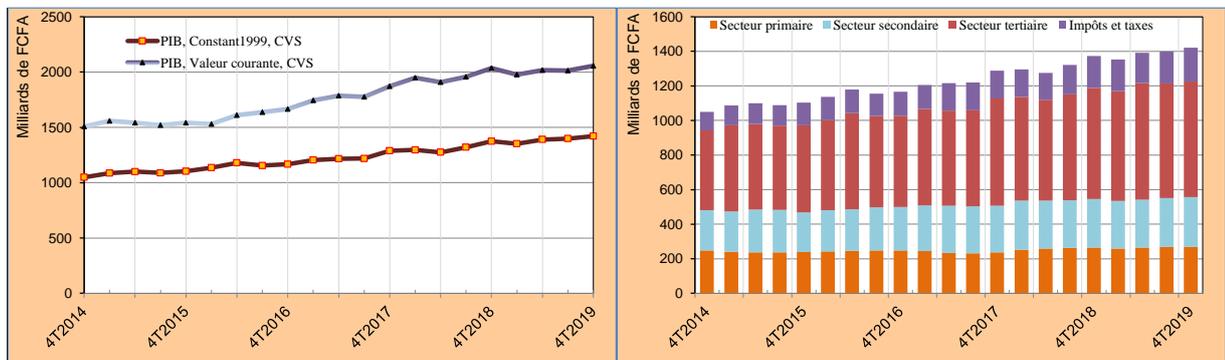
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Au premier trimestre 2020, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 0,1% et une baisse de 0,3% en variation annuelle. Au quatrième trimestre 2019, le PIB réel augmente de 1,6% par rapport au trimestre précédent après une croissance de 0,3% enregistrée au troisième trimestre. Cette hausse de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2019 résulte d'une bonne tenue de l'activité dans le secteur secondaire (+0,5%), le secteur tertiaire (+0,4%) et d'une stabilité de l'activité dans le secteur primaire. Ainsi, le taux de croissance du quatrième trimestre est en hausse en comparaison annuelle (+3,5%). Globalement, le PIB réel annuel croit de 5,7% en 2019 après une progression de 6,8% enregistré en 2018. Le trimestre est aussi marqué par une amélioration de l'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 16,8% en glissement trimestriel pour s'établir à 169,5. Comparé au quatrième trimestre 2018, l'indice est en légère baisse (-

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
Secteur primaire	264,2	258,8	265,7	269,4	269,3	0,0%	1,9%
Agriculture	142,3	136,0	142,1	145,3	145,0	-0,2%	1,9%
Elevage	91,2	91,9	92,5	92,8	93,0	0,2%	2,0%
Sylviculture, pêche et chasse	30,8	31,0	31,1	31,2	31,2	0,2%	1,5%
Secteur secondaire	280,8	275,2	276,2	281,6	288,0	2,3%	2,6%
Extraction	51,9	50,4	50,1	48,6	48,2	-0,7%	-7,1%
Industrie manufacturière	101,1	102,8	104,3	104,8	106,6	1,7%	5,4%
Agroalimentaire	59,2	60,7	62,3	62,7	64,4	2,8%	8,8%
Egrenage et fabrication de textiles	4,9	5,0	5,0	5,0	5,0	0,0%	1,2%
Bois et métaux	18,9	18,8	18,7	18,5	18,4	-0,5%	-2,7%
Autres industries manufacturières	18,1	18,2	18,4	18,6	18,7	0,9%	3,7%
Energie	34,1	31,8	34,0	37,5	40,0	6,4%	17,3%
BTP	93,6	90,3	87,8	90,7	93,2	2,8%	-0,4%
Secteur tertiaire	644,1	636,4	673,4	662,6	668,0	0,8%	3,7%
Services marchands	338,9	358,8	361,4	359,4	363,7	1,2%	7,3%
Commerce	129,8	129,8	131,0	132,1	133,8	1,3%	3,1%
Hôtellerie et restauration	11,3	11,3	11,3	11,2	11,3	0,3%	-0,2%
Transports	10,8	10,8	11,0	11,0	11,2	1,5%	3,3%
Télécommunication	71,5	90,8	88,0	84,0	85,2	1,4%	19,2%
Services financiers	55,1	56,0	58,8	60,8	61,8	1,6%	12,2%
Autres services marchands	60,4	58,2	61,4	60,2	60,3	0,2%	0,0%
Services non marchands	339,1	314,2	348,4	340,8	342,6	0,5%	1,0%
Administrations publiques	317,2	292,1	326,2	318,6	320,3	0,5%	1,0%
Autres services non marchands	22,0	22,1	22,2	22,2	22,3	0,1%	1,2%
SIFIM	-34,0	-34,6	-36,4	-37,7	-38,2	1,4%	12,5%
Impôts et taxes	184,4	181,9	175,4	185,5	195,8	5,5%	6,1%
PIB, Constant1999, CVS	1 373,5	1 352,4	1 390,7	1 399,1	1 421,1	1,6%	3,5%
PIB, Valeur courante, CVS	2 035,7	1 976,1	2 017,5	2 012,9	2 056,2	2,2%	1,0%



Au quatrième trimestre 2019, le PIB réel augmente de 1,6% par rapport au trimestre précédent après une croissance de 0,3% enregistrée au troisième trimestre de l'année 2019. Cette hausse de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2019 résulte d'une bonne tenue de l'activité dans le secteur secondaire (+0,5%), le tertiaire (+0,3%) et d'une stabilité de l'activité dans le secteur primaire. Ainsi, le taux de croissance économique du quatrième trimestre 2019 est en hausse en comparaison annuelle (+3,5%).

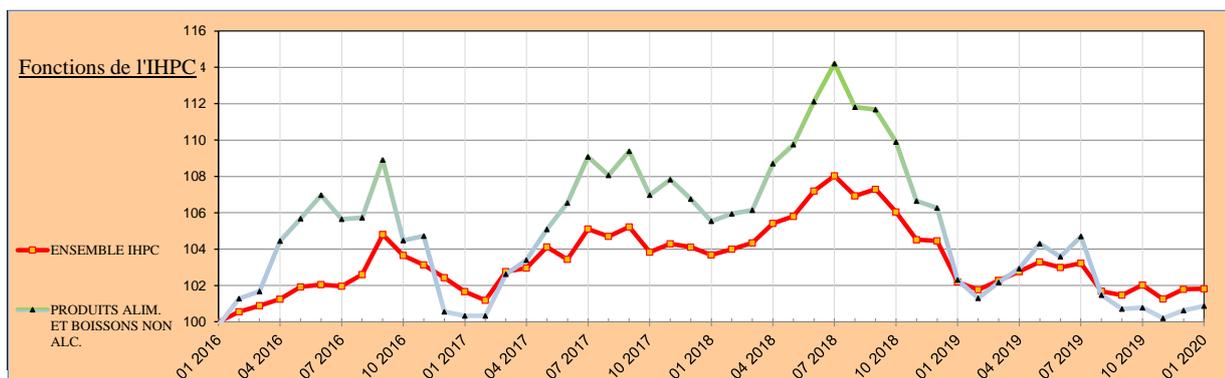
La hausse de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2019 dans le secteur secondaire est due principalement au sous-secteur de l'énergie (+0,2%), des BTP (+0,2%) et de l'industrie manufacturière (+0,1%). Quant au sous-secteur des industries extractives, la valeur ajoutée baissede 0,3%. La croissance observée dans le secteur tertiaire s'explique par une hausse de la valeur ajoutée des sous-secteurs des services marchands (+0,3%) et des services non marchands (+0,1%). Cette performance dans le sous-secteur des services marchands s'explique par la hausse observée dans les services financiers (+0,1%), les télécommunications (+0,1%) et le commerce (+0,1%). Quant au secteur primaire, les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, pêche et chasse ont connu une croissance stable.

Comparé au quatrième trimestre de 2018, la croissance du PIB réel est ressortie à 3,5% en lien avec une bonne tenue de l'activité économique dans le secteur tertiaire (+1,7%), dans le secteur secondaire (+0,5%) et dans le secteur primaire (+0,4%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	102,1	103,0	102,1	101,7	101,8	0,1%	-0,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	101,9	103,6	102,3	100,5	100,9	0,3%	-1,0%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	128,2	133,3	129,7	129,4	126,0	-2,6%	-1,6%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,2	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	98,1	98,7	98,1	100,6	101,4	0,8%	3,3%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,2	101,2	101,2	101,3	101,2	-0,1%	0,0%
SANTE	100,4	100,4	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	99,5	99,4	99,3	99,9	100,1	0,2%	0,6%
COMMUNICATION	98,8	98,4	98,5	98,6	98,8	0,2%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,5	101,2	101,1	101,1	101,1	0,0%	-0,4%
ENSEIGNEMENT	104,6	104,6	104,6	107,4	107,4	0,0%	2,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,3	105,0	104,8	104,9	105,5	0,5%	0,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,6	100,6	100,8	100,8	100,8	0,0%	0,2%



Au premier trimestre 2020, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 0,1% et une baisse de 0,3% en variation annuelle.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des produits des fonctions de consommation "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+0,8%), "restaurants et hôtels" (+0,5%) ainsi que des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,3%). Les "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" ont enregistré une baisse de 2,6%. Quant aux autres fonctions de consommation, leurs prix ont varié entre -0,1% et 0,2%.

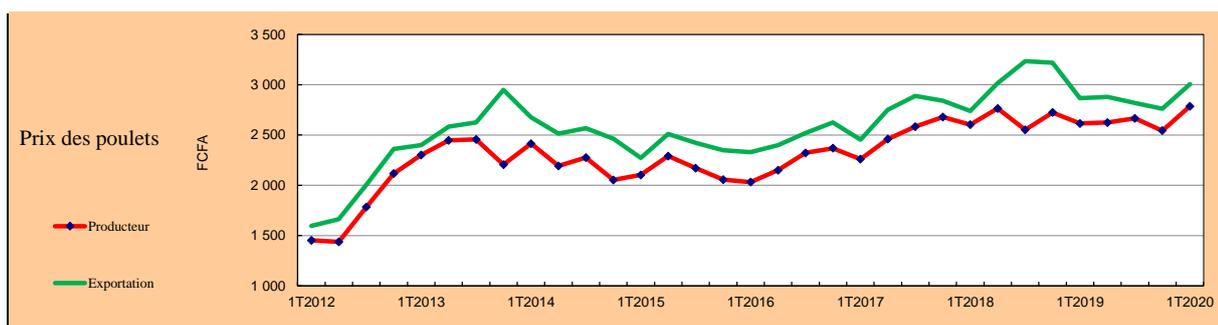
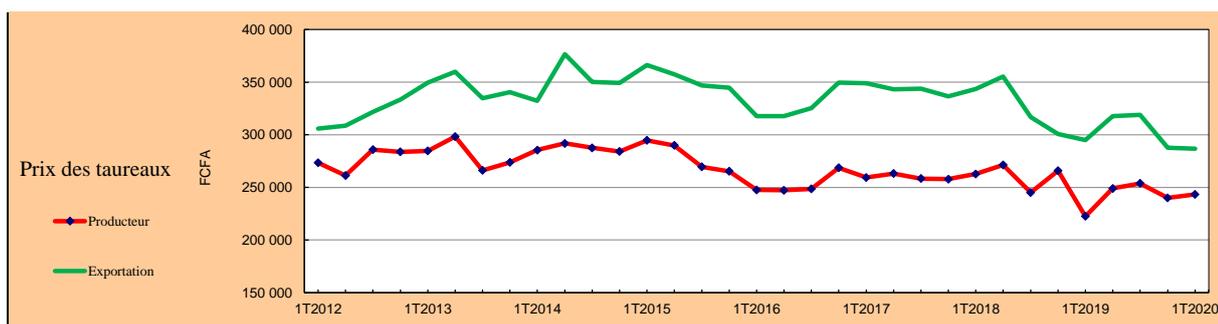
La baisse en variation annuelle est essentiellement imputable à un recul des prix des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-1,6%) et ceux des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,0%). Cette baisse est atténuée par un renchérissement des produits des fonctions "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+3,3%) et "enseignement" (+2,7%). Les prix des autres produits ont enregistré de faibles variations annuelles (entre -0,4% et 0,6%).

A fin mars 2020, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -2,9% contre 1,0% à fin mars 2019. Les bons résultats de la campagne agricole 2019-2020, la baisse du prix du carburant à la pompe et les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère constituent les principaux éléments explicatifs de cette maîtrise de l'inflation au premier trimestre de l'année 2020.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	222 508	248 986	253 771	239 936	243 267	1,4%	9,3%	
Prix à l'exportation du taureau	294 905	317 636	318 869	287 728	286 582	-0,4%	-2,8%	
Prix au producteur du bœlier	35 166	45 083	47 366	40 877	41 631	1,8%	18,4%	
Prix à l'exportation du bœlier	43 342	56 648	59 124	51 328	49 164	-4,2%	13,4%	
Prix au producteur du bouc	22 762	27 132	29 229	30 227	30 583	1,2%	34,4%	
Prix à l'exportation du bouc	31 283	33 129	35 579	34 692	34 273	-1,2%	9,6%	
Prix au producteur du poulet	2 615	2 624	2 665	2 543	2 785	9,5%	6,5%	
Prix à l'exportation du poulet	2 865	2 878	2 819	2 761	3 006	8,9%	4,9%	
Prix au producteur de la pintade	2 508	2 561	2 569	2 532	2 736	8,0%	9,1%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 606	2 798	2 739	2 729	2 934	7,5%	12,6%	



Le premier trimestre 2020, a été marqué par une baisse du niveau d'approvisionnement des marchés à bétail et une hausse des prix au premier trimestre 2020 sur les marchés de production. Cette hausse pourrait s'expliquer par la demande interne.

Le prix du taureau a affiché en glissement trimestriel une tendance haussière sur les marchés de production. En effet, au cours de ce trimestre, le prix moyen de transaction du taureau a été de 243 267 FCFA sur les marchés de production. Ce niveau de prix correspond à une variation de +1,4%. Cependant, Le prix moyen observé sur les marchés d'exportation est resté quasi stable. En glissement annuel, le prix du taureau a affiché une tendance haussière sur les marchés de production (+9,3%) et une tendance baissière sur les marchés d'exportation (-2,8%).

Les prix des petits ruminants ont connu les mêmes tendances que celles observées pour le taureau. En effet, en glissement trimestriel, sur les marchés de production, les prix du bœlier et du bouc ont affiché des hausses respectives de 1,8% et de 1,2%. Les niveaux de prix observés sur les marchés d'exportation sont en baisse de 4,2% pour le bœlier et de 1,2% pour le bouc par rapport au trimestre écoulé. Comparativement au premier trimestre de 2019, le prix des petits ruminants sont en hausses. La hausse la plus remarquable est celle du bouc sur les marchés de production avec une variation de 34,4% avec un prix moyen de 30 583 FCFA.

Les niveaux de prix du taureau, du bœlier et du bouc affichés sur les différents marchés s'expliqueraient par la baisse de l'activité commerciale en raison de la situation sanitaire (Covid19) combiné à la situation sécuritaire.

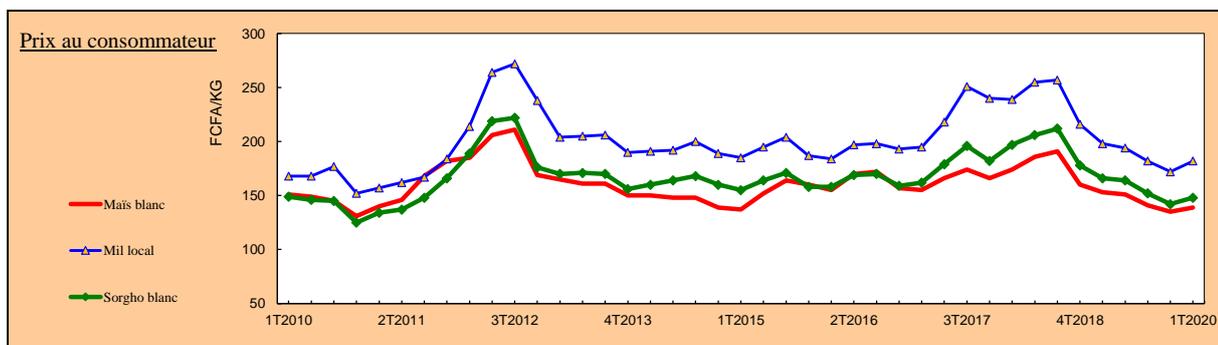
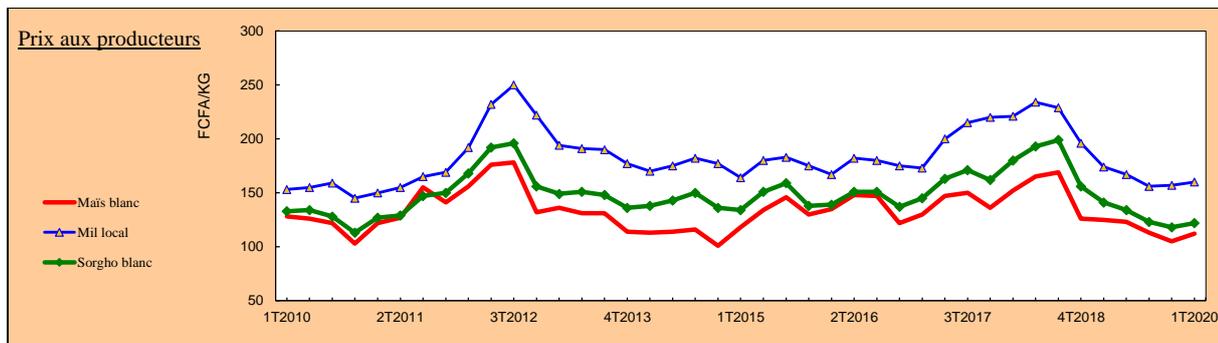
Les prix du poulet et de la pintade ont connu de variations significatives par rapport au trimestre écoulé. En effet, avec des prix moyen de plus de 2700 FCFA sur les marchés de production, le poulet et la pintade ont atteint des variations respectives de +9,5% et de +8,1%. Sur les marchés d'exportation, la hausse observée a été de 8,9% pour le poulet et de 7,5% pour la pintade. En glissement trimestriel, les tendances du prix de la volaille ont été également en hausses aussi bien sur les marchés de production que d'exportation.

La tendance haussière des prix du poulet et de la pintade s'expliquerait par la hausse de la demande. En effet, les taux de vente de la volaille enregistrés sur la plupart des marchés de production et d'exportation ont été de 100%.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	125,0	123,0	113,0	105,0	112,0	6,7%	-10,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	153,0	151,0	141,0	135,0	139,0	3,0%	-9,2%
Prix au producteur du mil local	174,0	167,0	156,0	157,0	160,0	1,9%	-8,0%
Prix au consommateur du mil local	198,0	194,0	182,0	172,0	182,0	5,8%	-8,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	141,0	134,0	123,0	118,0	122,0	3,4%	-13,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	166,0	164,0	152,0	142,0	148,0	4,2%	-10,8%



Ce premier trimestre 2020 a été marqué dans l'ensemble par un bon fonctionnement des marchés exceptés les marchés secondaires des régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord. En effet, la situation sécuritaire difficile entrave sur les approvisionnements de marchés dans ces régions. Plusieurs marchés secondaires ont été fermés ou ne fonctionnent plus régulièrement du fait des attaques par des groupes armés. Quant aux principaux marchés de ces régions, ils fonctionnent régulièrement mais leur approvisionnement se fait sous escorte des forces de défense et de sécurité, ce qui réduit les flux entre ces régions et les zones de production. Cependant, la disponibilité céréalière est bonne sur l'ensemble des marchés suivis.

Le premier trimestre a été également marqué par l'apparition du Corona virus sur le territoire. En fin mars, les mesures de lutte contre la propagation du Covid-19 ont entraîné la fermeture des frontières, la mise en quarantaine de plusieurs villes et la fermeture de plusieurs marchés.

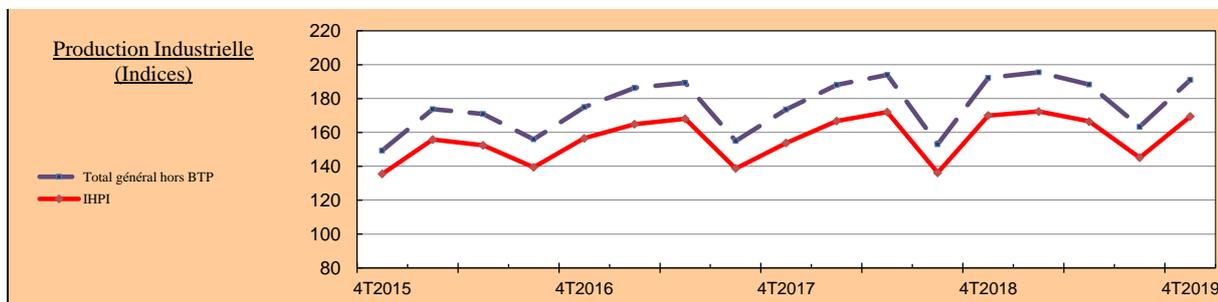
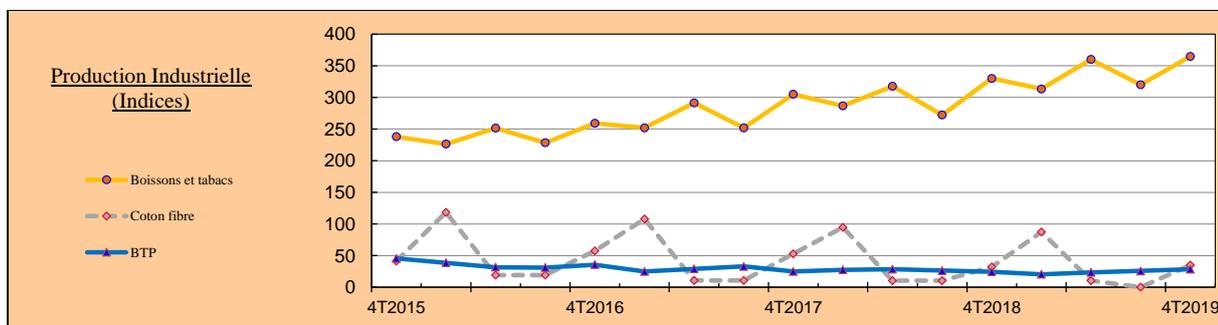
Au cours du premier trimestre de 2020, les prix des principales céréales ont connu des légères hausses comprises entre 2% et 7% par rapport au trimestre précédent. Les moyennes trimestrielles restent néanmoins inférieures à ceux des moyennes quinquennales. Sur les marchés de collecte, les prix moyens du trimestre se sont situés à 112 FCFA le kilo pour le maïs, 160 FCFA pour le mil et 122 FCFA pour le sorgho. De légères hausses de prix ont été enregistrées par rapport au trimestre précédent : +6,7% pour le maïs, +1,9% pour le mil et +3,4% pour le sorgho. Par rapport au premier trimestre de l'année passée, des baisses de prix ont été calculées pour le maïs (-10,4%), le mil (-8%) et le sorgho (-13,5%). Comparativement à la moyenne quinquennale, les variations sont en baisses avec -15,2% pour le maïs, -11,0% pour le mil et -17,4% pour le sorgho. Sur les marchés à détail, les prix moyens du trimestre ont été de 139 FCFA/Kg pour le maïs, 182 FCFA/Kg pour le mil et 148 FCFA/Kg pour le sorgho. Ces prix sont en légère hausse par rapport au trimestre précédent de 3,0%, 5,8% et 4,2% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Par rapport au même trimestre de l'année passée, ces prix sont en baisse de 9,2% pour le maïs, de 8,1% pour le mil et de 10,8% pour le sorgho. Une comparaison par rapport à la moyenne a donné des baisses de 10,4%, 9,3% et 11,4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Au cours des mois prochains, plusieurs facteurs pourraient entraîner une évolution à la hausse des prix : la situation sécuritaire préoccupante dans les régions du Nord, du Centre Nord et du Sahel, les mesures contre la propagation du Covid-19 et la période de Ramadan au cours des mois d'avril et mai 2020.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	32,1	87,2	10,3	0,0	35,0		9,0%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	243,5	243,3	263,1	235,4	293,5	24,7%	20,5%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	42,6	92,7	22,8	13,4	45,2	237,3%	6,2%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	2 069,9	1 772,3	1 698,0	1 521,7	1 653,8	8,7%	-20,1%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	164,9	170,2	169,0	156,6	189,5	21,0%	14,9%
BOISSONS ET TABAC	330,1	313,3	360,0	320,1	364,8	14,0%	10,5%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	164,9	170,2	169,0	156,6	189,5	21,0%	14,9%
BOULANGERIES, MEUNERIES	324,9	225,1	327,3	348,9	712,5	104,2%	119,3%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	54,9	96,8	54,1	48,6	113,8	134,0%	107,4%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	60,6	77,7	73,6	40,7	75,8	86,3%	25,1%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	221,3	3279,8%	3279,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	166,2	148,9	167,7	119,0	109,0	-8,4%	-34,4%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	24,5	20,6	23,4	25,7	28,6	11,4%	17,1%
TOTAL GENERAL HORS BTP	192,2	195,5	188,3	163,3	191,0	17,0%	-0,6%
IHPI	170,0	172,3	166,5	145,1	169,5	16,8%	-0,3%



Le quatrième trimestre 2019 est marqué par une amélioration de l'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 16,8% en glissement trimestriel pour s'établir à 169,5. Comparé au quatrième trimestre 2018, l'indice est en légère baisse (-0,3%).

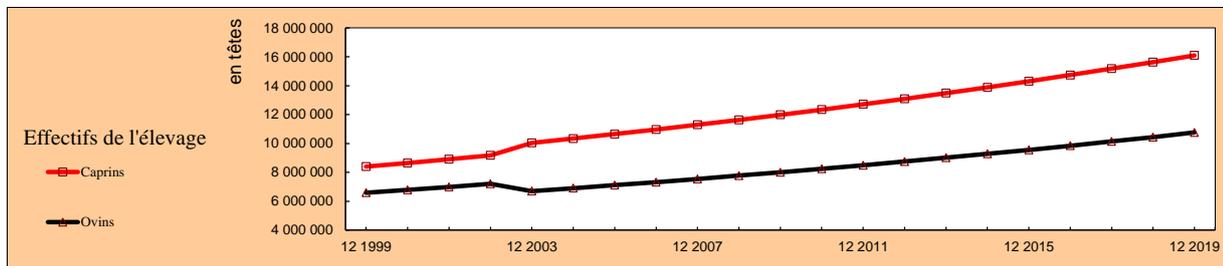
La hausse observée est due principalement à la bonne tenue de l'activité dans les industries extractives, de produits alimentaires, boissons et tabacs et dans les entreprises de fabrication de matériaux de construction. En effet, le secteur minier, tiré principalement par la production aurifère, enregistre une augmentation de sa production de 8,7% en glissement trimestriel. En glissement annuel par contre, l'indice de l'industrie minière est en forte baisse (-20,1%). De même, l'indice des industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs est en hausse tant en glissement trimestriel (+24,7%) qu'annuel (+20,5%). Enfin, la production des industries de fabrication de matériaux de construction connaît une hausse de production matérialisée par une amélioration de l'indice de la sous branche aussi bien en glissement trimestriel (+11,4%) qu'annuel (+17,1%).

La baisse de production d'énergie électrique (-15,7%), au profit d'autres sources comme l'importation d'électricité, continue d'impacter négativement l'indice des industries énergétiques. En effet, l'indice du secteur électricité, eau, gaz est en baisse de 8,4% en glissement trimestriel malgré une hausse de la production d'eau (+8,1%). En glissement annuel, l'indice enregistre également une forte baisse de 34,4%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Effectif de bovins (en têtes)	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	43 487	44 792	46 135	47 519	48 945	3,0%	3,0%

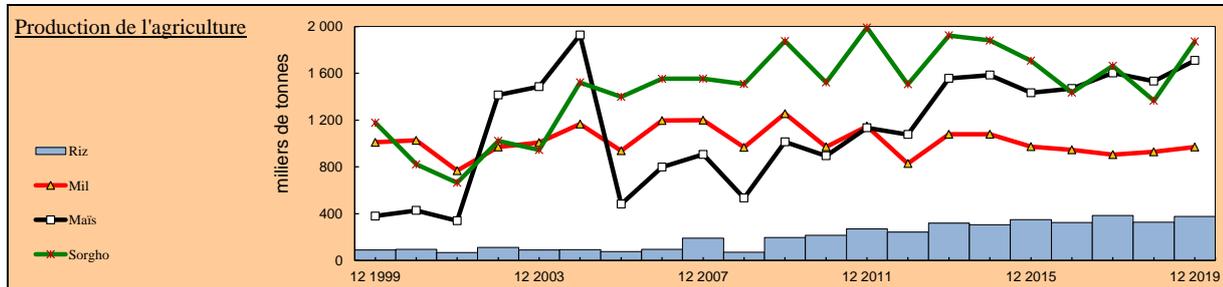


Les effectifs du cheptel ont été estimés sur la base des données de la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENEC II) et les paramètres de croit en 2019. Sur la base de ces estimations, le Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille. Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent pour les bovins un effectif de 10 036 771 têtes, pour les petits ruminants (ovins et caprins) un effectif de 26 859 202 têtes et pour la volaille (poules et pintades) 48 944 800 têtes.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Production brute totale de céréales	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	4,2%	-4,7%
dont : Production brute de mil	946 184	905 071	928 234	1 189 079	970 176	0,6%	-18,4%
dont : Production brute de sorgho	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	6,9%	-3,0%
dont : Production brute de maïs	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	3,9%	0,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 138	384 690	325 566	350 392	376 577	3,7%	7,5%



Les résultats définitifs de la campagne agricole 2019/2020 ont marqué le premier trimestre. La production céréalière définitive a été estimée à 4 939 630 tonnes, soit en baisse de 4,7% par rapport à la campagne agricole passée et en hausse de 9,9% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

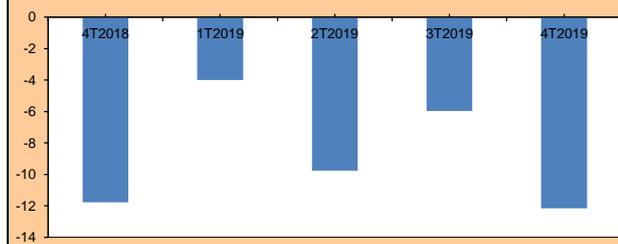
La production totale des cultures de rente de la campagne agricole 2019/2020 est évaluée à 1 546 771 tonnes. Elle est en hausse respective de 41,0% et de 11,9% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne des cinq dernières années. De même, comparée à la production prévisionnelle d'octobre 2019, cette production est en hausse de 12,4%.

Le bilan céréalière définitif fait ressortir un excédent brut global estimé à 125 233 tonnes, résultant d'un excédent brut de 831 535 tonnes pour les céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) et de déficits bruts respectifs de 461 082 tonnes et 245 220 tonnes pour le riz et le blé.

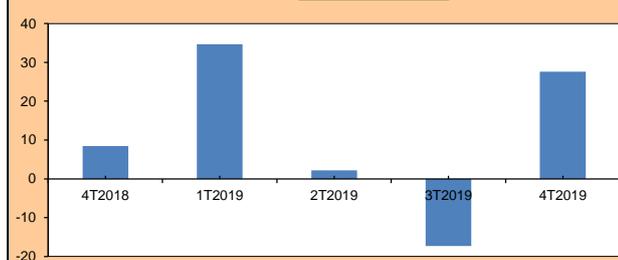
La production céréalière définitive de la campagne permet de caractériser les provinces selon le taux de couverture des besoins céréalières ainsi qu'il suit :

- 18 provinces déficitaires : Kadiogo, Boukiendé, Soum, Sanmatenga, Namentenga, Yatenga, Zondoma, Passoré, Komandjoari, Boulgou, Séno, Oubritenga, Kouritenga, Bam, Kourwéogo, Houet, Bazèga, Ganzourgou ;
- 7 provinces en équilibre : Yagha, Loroum, Gourma, Sanguié, Gnagna, Comoé, Kompienga ;
- 20 provinces excédentaires : Bougouriba, Zoundwéogo, Poni, Oudalan, Nayala, Sourou, Banwa, Koulpélogo, Tapoa, Bale, Ioba, Ziro, Léraba, Nahouri, Noubiel, KénéDougou, Kossi, Sissili, Mouhoun, Tuy.

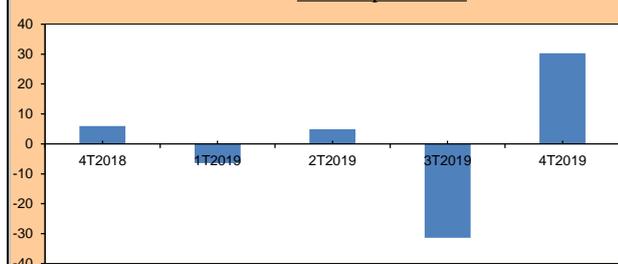
Le taux de couverture des besoins céréalières au niveau national est de 100%.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

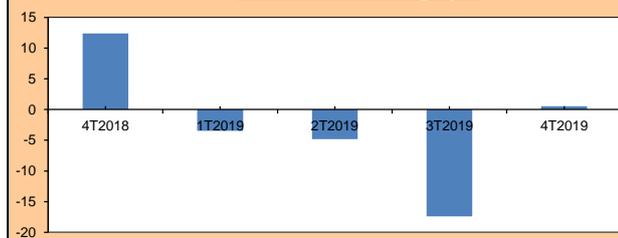
Le climat des affaires au quatrième trimestre 2019 s'est encore plus détérioré par rapport au trimestre précédent.

... sur les recettes**Recettes**

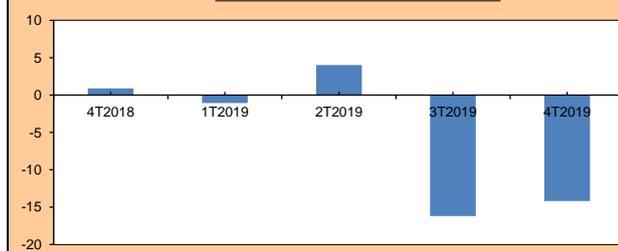
Malgré la détérioration du climat des affaires, les recettes au quatrième trimestre se sont nettement améliorées.

... sur la production**Production**

Au quatrième 2019, la production repart à la hausse.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Aussi, les effectifs employés sont en hausse dans son ensemble au cours du trimestre.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

A contrario, la situation de la trésorerie des entreprises s'est encore plus dégradée.

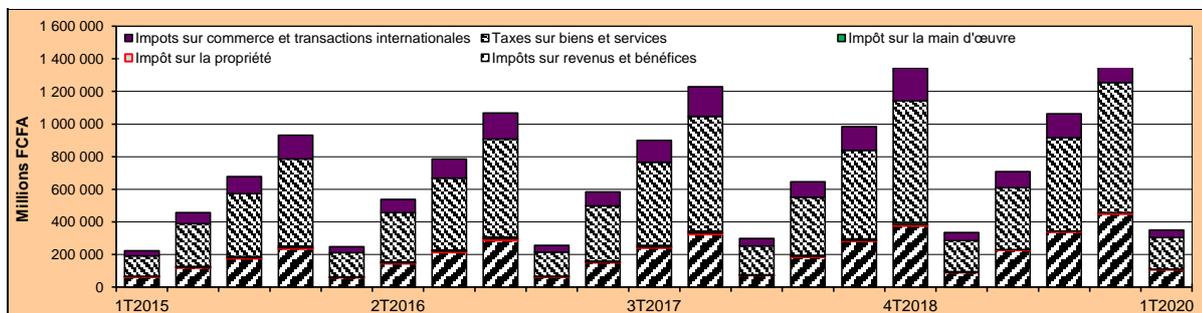
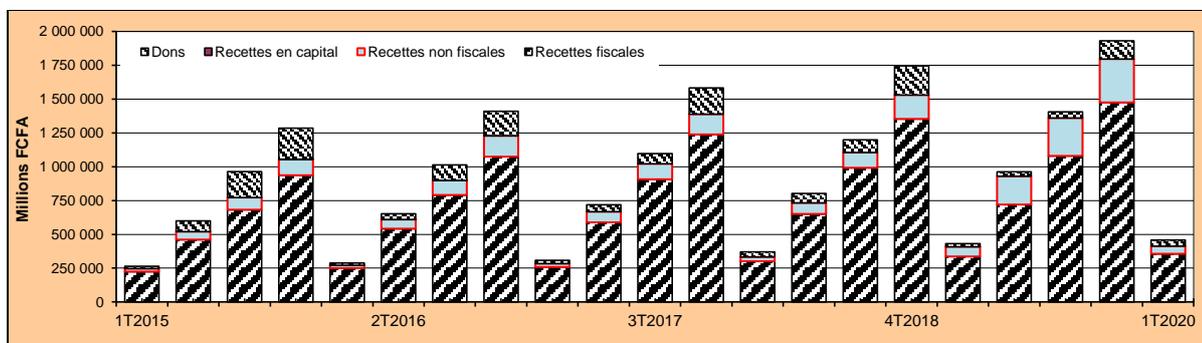
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au premier trimestre 2020, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 104,4 milliards de FCFA, contre un excédent de 4,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2020)	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	2 562 273,6	431 192,7	962 733,6	1 406 281,9	1 931 970,0	457 902,6	17,9%	6,2%
Recettes totales	2 223 736,9	408 286,9	929 831,0	1 360 644,0	1 797 695,2	412 460,4	18,5%	1,0%
Recettes courantes	1 885 200,3	408 286,9	929 831,0	1 360 644,0	1 797 695,2	412 460,1	21,9%	1,0%
Recettes fiscales	1 654 215,0	335 992,4	720 318,9	1 080 898,8	1 474 863,9	355 399,9	21,5%	5,8%
Impôts sur revenus et bénéfices	502 554,0	89 293,7	226 601,0	337 958,8	448 636,9	106 481,0	21,2%	19,2%
Impôt sur la main d'œuvre	95 261,2	3 200,4	6 450,4	9 777,4	13 220,4	3 836,7	4,0%	19,9%
Taxes sur biens et services	872 903,3	190 221,9	379 206,6	572 628,6	796 847,9	193 420,9	22,2%	1,7%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	237 435,4	48 703,8	99 436,6	146 169,7	195 885,5	46 440,8	19,6%	-4,6%
Autres recettes fiscales	15 843,2	2 670,5	5 321,2	8 187,5	11 625,0	1 651,2	10,4%	-38,2%
Recettes non fiscales	230 985,3	72 294,5	209 512,0	279 745,2	322 831,3	57 060,2	24,7%	-21,1%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,321		
Dons	338 536,7	22 905,8	32 902,6	45 637,9	134 274,8	45 442,2	13,4%	98,4%
Projets	262 016,7	16 597,5	26 594,3	32 770,0	45 893,2	45 442,2	17,3%	173,8%
Programmes	76 520,0	6 308,3	6 308,3	12 867,9	88 381,6	0,0	0,0%	-100,0%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 457,9 milliards de FCFA contre 431,2 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit un accroissement de 26,7 milliards de FCFA (+6,2%). Cette progression est due aussi bien à la hausse des recettes propres qu'à celle des dons.

Les recettes propres se sont établies à 412,5 milliards de FCFA, en hausse de 4,2 milliards de FCFA (+1,0%) par rapport à fin mars 2019. Ce résultat est attribuable uniquement à l'accroissement des recettes fiscales qui ont cru de 19,4 milliards de FCFA (+5,8%), les recettes non fiscales ayant marqué un répli de 15,2 milliards de FCFA (+21,1%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse des « impôts sur revenus et bénéfices » (+17,2 milliards de FCFA) ainsi que par celle de la « taxe sur biens et services » (+3,2 milliards de FCFA).

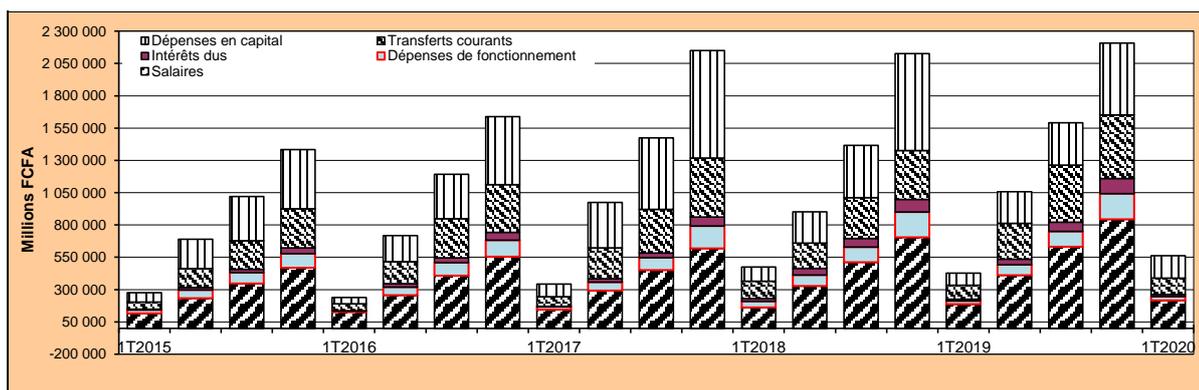
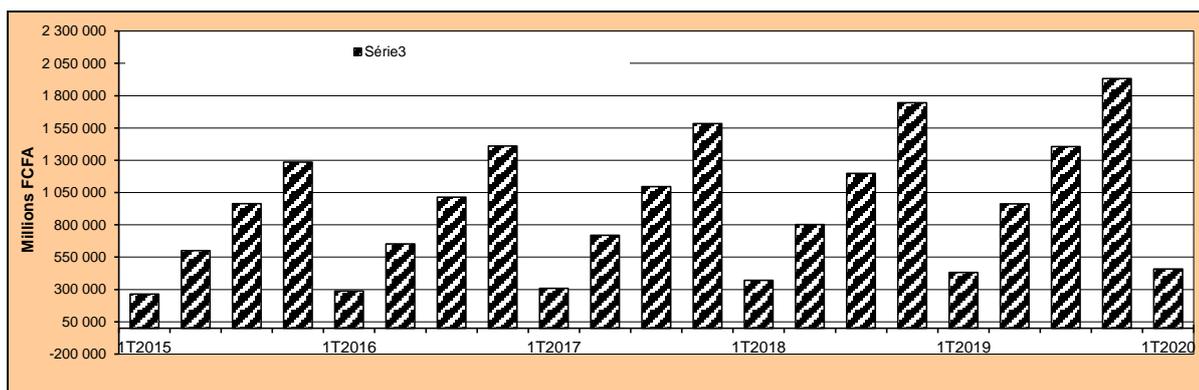
Les recettes non fiscales, en baisse de 21,1%, sont passées de 72,3 milliards de FCFA au 31 mars 2019 à 57,1 milliards de FCFA au 31 mars 2020. Cette baisse résulte principalement de celle des ventes non industrielles qui ont connu une baisse de 15,3 milliards de FCFA consécutivement aux recettes des licences de téléphonie qui ne sont pas des recettes annuelles.

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 45,4 milliards de FCFA à fin mars 2020 contre 22,9 milliards de FCFA à fin mars 2019, soit une hausse de 22,5 milliards de FCFA. Cette évolution positive est influencée uniquement par celle des dons projets qui ont connu une augmentation de 28,8 milliards de FCFA, les dons programmes n'ayant pas connu de décaissement au cours de ce premier trimestre 2020.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 508 876,9	426 825,6	1 053 341,5	1 579 626,6	2 184 424,6	562 267,8	22,4%	31,7%
Dépenses	2 518 457	427 332,6	1 057 607,0	1 591 487,1	2 208 274,0	562 211,4	22,3%	31,6%
Dépenses courantes	1 621 296	333 952,0	812 622,6	1 263 469,1	1 651 483,1	388 608,9	24,0%	16,4%
Salaires	101 020	187 216,6	410 576,0	632 320,3	844 426,3	216 342,2	214,2%	15,6%
Dépenses de fonctionnement	198 993	25 535,9	82 520,4	117 990,8	198 431,2	30 310,3	15,2%	18,7%
Intérêts dus	123 380	12 241,6	42 791,6	70 644,4	117 069,3	15 793,2	12,8%	29,0%
Transferts courants	420 923	108 958,0	276 734,5	442 513,5	491 556,3	126 163,2	30,0%	15,8%
Dépenses en capital	897 161	93 380,7	244 984,4	328 018,1	556 790,9	173 602,5	19,4%	85,9%
financées sur ressources propres	500 654	63 928,1	176 816,1	232 856,9	418 987,1	65 746,4	13,1%	2,8%
Prêts nets	-9 580	-507,0	-4 265,5	-11 860,5	-23 849,3	56,4	-0,6%	-111,1%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 562,3 milliards de FCFA à fin mars 2020 contre 426,8 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une progression de 135,4 milliards de FCFA (+31,7%). Cette hausse est soutenue par une progression des dépenses courantes de 54,7 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 80,2 milliards de FCFA. Les prêts nets de la période sont de 0,1 milliards de FCFA.

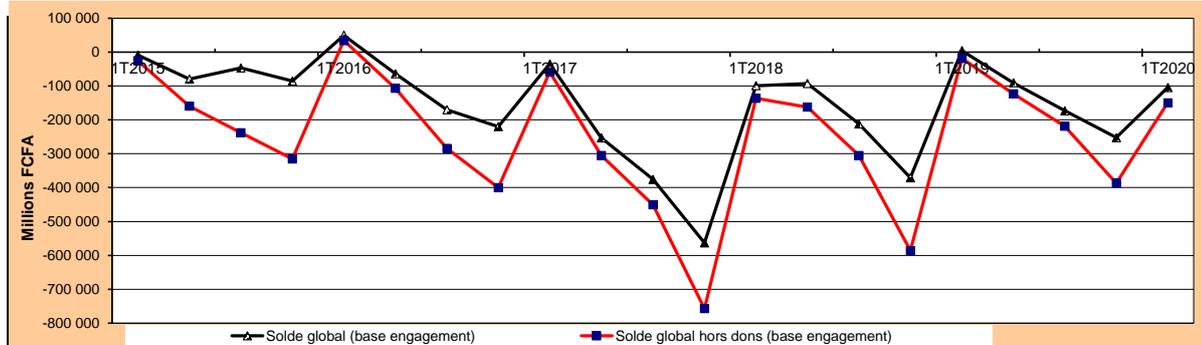
La progression des dépenses courantes est imputable à l'ensemble des postes de cette catégorie. La progression est de 29,1 milliards de FCFA pour les dépenses de personnel, de 17,2 milliards de FCFA pour celles des transferts courants, de 3,6 milliards de FCFA pour la charge des intérêts de la dette et de 4,8 milliards de FCFA pour celles liées aux dépenses de fonctionnement. La progression des dépenses de personnel s'explique par la constatation financière des engagements pris par le Gouvernement vis-à-vis des partenaires sociaux et par la régularisation des situations salariales des agents à travers des avancements statutaires et des intégrations. Celle des dépenses de transferts courants est liée à l'augmentation des transferts aux ménages ainsi qu'aux subventions aux entreprises publiques.

Les dépenses en capital, en hausse de 85,9% par rapport à fin mars 2019, ont été exécutées à hauteur de 173,6 milliards de FCFA à fin mars 2020. Cette progression s'explique principalement par celle des investissements sur ressources extérieures qui ont progressé de 78,4 milliards de FCFA, les investissements sur ressources propres n'ayant connu qu'une hausse de 1,8 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2019	2019	2020		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	53 396,7	4 367,1	-90 607,9	-173 344,7	-252 454,7	-104 365,1	-195,5%	-2489,8%
Solde global hors dons (base engagement)	-623 676,7	-18 538,6	-123 510,5	-218 982,6	-386 729,4	-149 807,3	24,0%	708,1%
Solde primaire	-113 790,0	-6 297,1	-80 719,0	-148 338,2	-269 660,1	-134 014,2	117,8%	2028,2%
Solde de base	-237 170,0	10 913,9	-56 230,0	-125 128,7	-250 232,8	-41 951,2	17,7%	-484,4%
Solde global (base caisse)	53 396,7	-77 117,2	-106 591,5	-230 504,3	-298 044,1	-107 965,9	-202,2%	40,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-623 676,7	-100 023,0	-139 494,1	-276 142,2	-432 318,8	-153 408,1	24,6%	53,4%

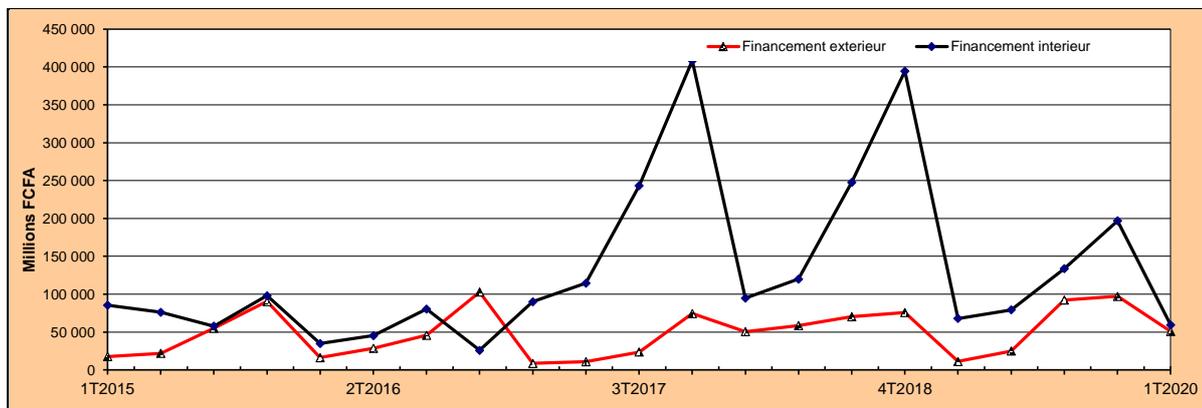


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -104,4 milliards de FCFA au 31 mars 2020 contre un excédent de 4,4 milliards de FCFA à fin mars 2019, soit une détérioration de 108,7 milliards de FCFA.

Quant au solde global (base caisse), il s'est situé à -108,0 milliards de FCFA au 31 mars 2020 contre -77,1 milliards de FCFA au 31 mars 2019. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 59,4 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 50,8 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin mars 2020 s'est caractérisé par trois (03) émissions de bons du Trésor, de deux (02) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 84,4 milliards de FCFA et 180,2 milliards de FCFA ainsi que par des avances nettes de 74 milliards de FCFA faite à l'administration publique. Les remboursements se sont situés à 90,4 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 98,9 milliard de FCFA pour les obligations.

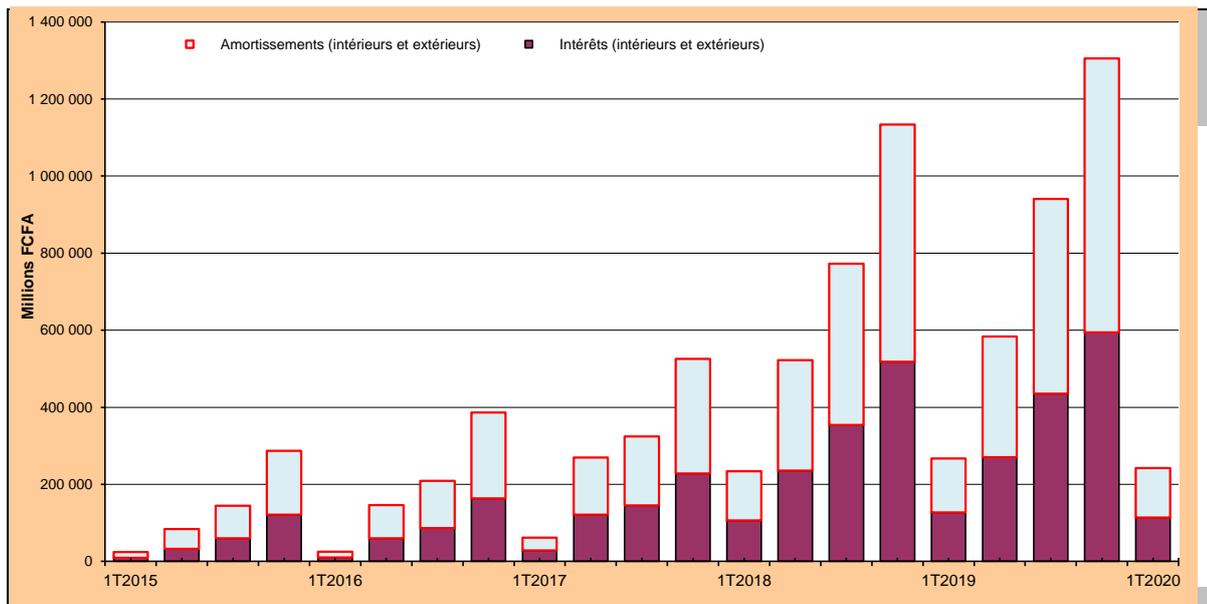
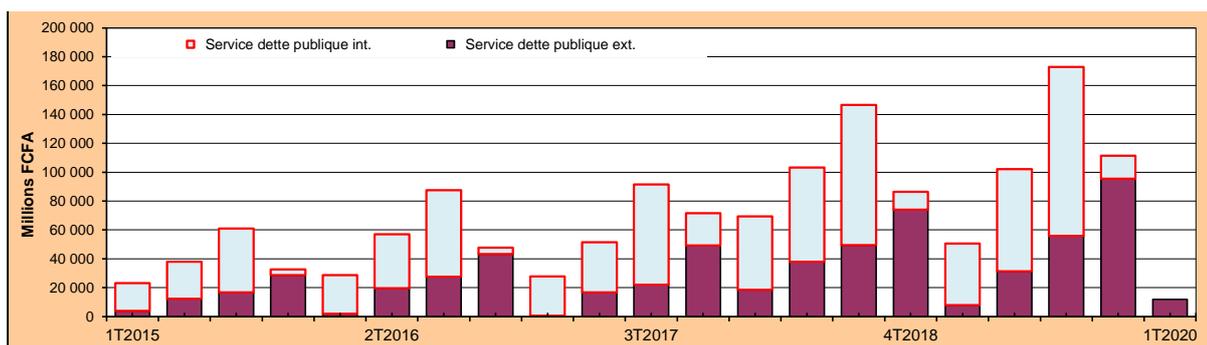
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2019	2019	2020		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	141 624,3	79 067,7	104 189,1	226 052,3	294 085,6	110 151,1	77,8%	39,3%
Financement extérieur	88 515,1	11 197,5	24 889,3	92 360,2	97 154,3	50 771,2	57,4%	353,4%
Décaissements extérieurs	169 070,3	20 889,3	48 720,4	126 579,8	156 099,4	62 413,9	36,9%	198,8%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-80 555,2	-9 691,8	-23 831,1	-34 219,7	-58 945,1	-11 642,7	14,5%	20,1%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	53 109,3	67 870,2	79 299,8	133 692,1	196 931,3	59 380,0	111,8%	-12,5%
Financement bancaire	53 109,3	46 762,4	-48 629,3	-3 621,9	19 829,0	-97 584,3	-183,7%	-308,7%
Secteur non bancaire	0,0	21 107,8	127 929,1	137 314,1	177 102,2	156 964,3		643,6%
Gap de financement	143 515,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE	Prévision budgétaire (2019)	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	605 232,0	139 442,3	313 073,0	505 529,7	711 242,6	129 132,8	21,3%	-7,4%
Amortissements (int. et ext.)	481 852	127 200,8	270 281,5	434 885,3	594 173,2	113 339,6	23,5%	-10,9%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	123 380	12 241,6	42 791,6	70 644,4	117 069,3	15 793,2	12,8%	29,0%
Service dette publique int.	522 579,0	125 390,4	277 896,4	456 459,8	630 792,4	113 535,6	21,7%	-9,5%
Amortissements	430 536	117 509,0	246 450,4	400 665,6	535 228,2	101 696,8	23,6%	-13,5%
Intérêts	92 043	7 881,5	31 446,0	55 794,1	95 564,3	11 838,7	12,9%	50,2%
Service dette publique ext.	82 653,1	14 051,9	35 176,6	49 070,0	80 450,2	15 597,2	18,9%	11,0%
Amortissements	51 316	9 691,8	23 831,1	34 219,7	58 945,1	11 642,7	20,1%	20,1%
Intérêts	31 337	4 360,1	11 345,6	14 850,3	21 505,1	3 954,5	12,6%	-9,3%
Service dette ext./recettes totales	3,7%	3,4%	3,8%	3,6%	4,5%	3,8%		0,3 points

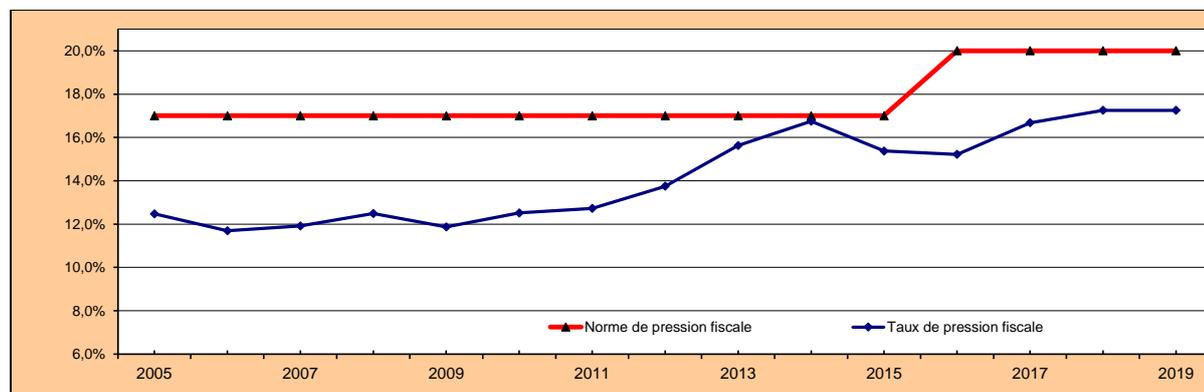


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,5% à fin décembre 2019 contre 5,1% à fin décembre de l'année dernière, marquant une baisse de 0,6 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	\geq	-3%	-1,4%	-3,4%	-7,8%	-4,7%	-3,0%
Taux d'inflation	\leq	3%	-5,2%	0,4%	1,5%	2,0%	-3,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	\leq	70%	35,5%	38,8%	38,6%	42,9%	43,4%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	\leq	35%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%	57,3%
Taux de pression fiscale	\geq	20%	15,2%	16,7%	17,3%	17,3%	17,3%



En 2019, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté tous les critères de premiers rang.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2019. Le taux de pression fiscale s'établirait à 17,3% en 2018 et en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

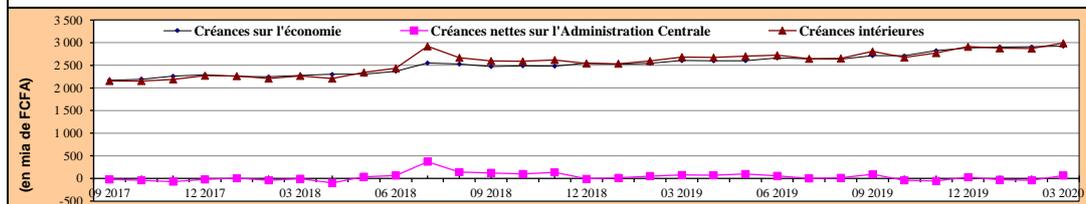
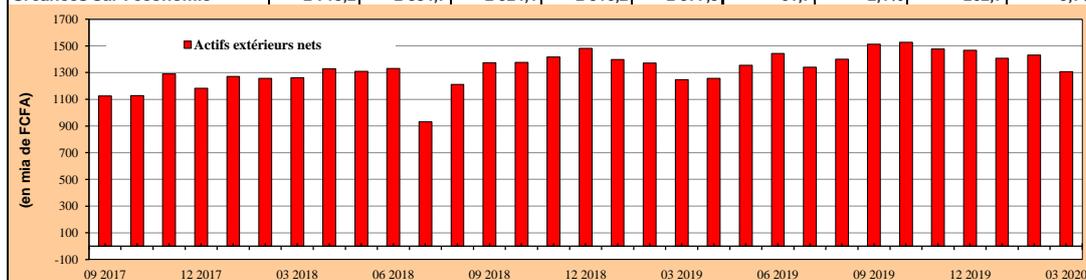
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2019 et fin mars 2020, par une progression de la masse monétaire (+4,8%), en lien avec la hausse des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 4,1% et des créances intérieures (+3,5%). Au cours du trimestre, les passifs à caractère non monétaire se sont repliés de 10,5 milliards de FCFA (-1,5%). Par rapport à fin mars 2019, la masse monétaire a enregistré une progression de 343,7 milliards de FCFA (+8,8%), imprimée aussi bien par les créances intérieures (+370,2 milliards de FCFA, soit +13,2%) que les AEN (+58,4 milliards de FCFA, soit +3,9%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
Circulation fiduciaire	596,9	572,0	554,6	655,9	652,3	-3,5	-0,5%	55,4	9,3%
Dépôts transférables	1 835,5	1 779,1	1 651,4	1 828,6	1 876,4	47,7	2,6%	40,9	2,2%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	2,2	0,4	-1,8	-83,7%	0,0	16,1%
Banques	195,7	671,0	195,7	904,8	195,7	-709,1	-78,4%	0,0	0,0%
CCP et CNE	231,4	235,0	235,3	250,2	250,2	0,0	0,0%	18,8	8,1%
M1	2 432,4	2 351,0	2 206,0	2 484,5	2 528,7	44,2	1,8%	96,3	4,0%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 473,1	1 541,2	1 560,0	1 571,9	1 720,5	148,6	9,5%	247,4	16,8%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	2,2	0,4	-1,8	-83,7%	0,0	16,1%
AID	1 472,7	1 540,9	1 559,7	1 571,6	1 720,2	148,6	9,5%	247,4	16,8%
Masse monétaire (M2)	3 905,5	3 892,3	3 766,0	4 056,4	4 249,2	192,8	4,8%	343,7	8,8%
Actifs extérieurs nets	1 512,6	1 466,7	1 306,6	1 508,5	1 571,0	62,4	4,1%	58,4	3,9%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	2,2	0,4	-1,8	-83,7%	0,0	16,1%
Banques	1 603,8	1 543,7	1 415,5	1 576,3	1 625,8	49,6	3,1%	22,0	1,4%
Créances intérieures	2 805,8	2 914,7	2 992,1	3 068,0	3 176,1	108,0	3,5%	370,2	13,2%
Créances nettes sur l'Admin	90,6	29,9	68,0	151,8	198,2	46,3	30,5%	107,5	118,6%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	2,2	0,4	-1,8	-83,7%	0,0	16,1%
Banques	1 603,8	1 543,7	1 415,5	1 576,3	1 625,8	49,6	3,1%	22,0	1,4%
Créances sur l'économie	2 715,2	2 884,7	2 924,1	2 916,2	2 977,9	61,7	2,1%	262,7	9,7%



Sources : B.C.E.A.O.

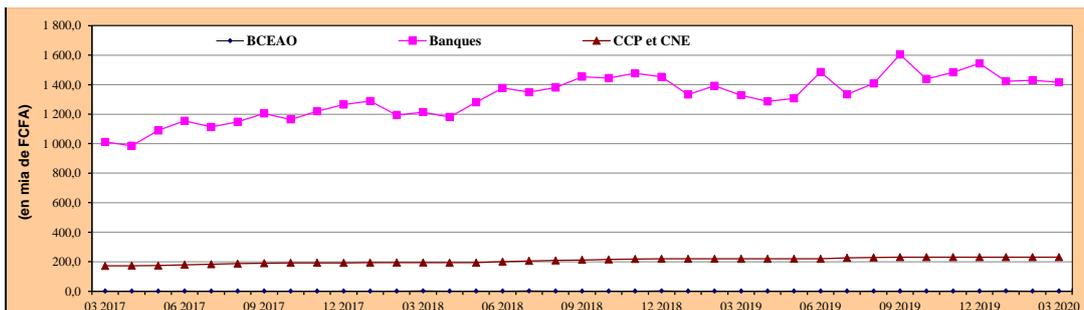
Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 1 571,0 milliards de FCFA à fin mars 2020, en hausse de 4,1% par rapport à fin décembre 2019. Cette progression est imprimée par les AEN de la Banque Centrale qui ont connu un accroissement de 247,8 milliards de FCFA (+322,9%), ceux des Autres Institutions de Dépôts (AID) ayant enregistré un repli de 185,3 milliards de FCFA (-12,9%).

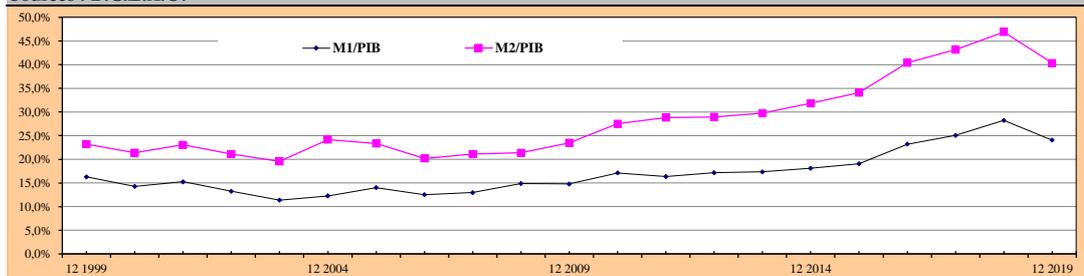
L'accroissement des AEN de la Banque Centrale au cours du trimestre est la résultante de la baisse de ses engagements extérieurs sous forme de comptes à payer (-137,2 milliards de FCFA, soit -22,9%), en dépit de la hausse des engagements vis-à-vis du FMI (+13,2 milliards, soit +11,2%). Cette évolution des engagements extérieurs de la BCEAO a été renforcée par l'accroissement de ses créances sur les non-résidents (+118,8 milliards de FCFA, soit +11,5%).

S'agissant du repli des AEN des AID, il est dû à une diminution de leurs créances extérieures brutes (-171,1 milliards de FCFA, soit -9,6%) notée principalement au niveau de leurs encours de crédits octroyés aux non-résidents (-183,7 milliards de FCFA, soit -26,8%) et de dépôts auprès des institutions financières non-résidentes (-24,6 milliards, soit -24,9%), malgré la progression de leurs encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+22,7 milliards, soit +2,4%) ainsi que des titres de participation (+13,2 milliards de FCFA, soit 27,1%). En ce qui concerne les engagements extérieurs des banques, ils ont enregistré une progression de 14,2 milliards de FCFA, soit +4,1%, imprimée notamment par les dépôts de la clientèle non-résidente (+28,5 milliards de FCFA, soit +15,3%), en dépit de la baisse des crédits reçus des institutions étrangères (-14,4 milliards de FCFA, soit -9,3%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 58,4 milliards de FCFA (+3,9%), imprimé par ceux la BCEAO (+64,6 milliards de FCFA, soit +24,9%), ceux des AID ayant marqué une baisse (-6,2 milliards de



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 176,1 milliards de FCFA à fin mars 2020 contre 3 068,0 milliards de FCFA à fin décembre 2019, soit une progression de 3,5%, imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 2,1% et des Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 30,5%.

En effet, les créances du système bancaire sur l'économie se sont élevées à 2 977,9 milliards de FCFA à fin mars 2020, en hausse de 61,7 milliards de FCFA (+2,1%) par rapport à leur niveau de fin décembre 2019. Cette progression en variation trimestrielle est imputable notamment à la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+90,7 milliards de FCFA, soit +6,6%) et aux sociétés non-financières publiques (+48,4 milliards de FCFA, soit +23,0%), atténuée par ceux aux ménages et ISBLSM (-60,3 milliards de FCFA, soit -4,7%) et à l'Administration locale (-21,0 milliards de FCFA, soit -99,5%).

Par rapport à fin mars 2019, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 262,7 milliards de FCFA (+9,7%), dont +265,0 milliards de FCFA de crédits bancaires et +4,2 milliards de FCFA de l'encours des actions et autres participations, l'encours des titres autres qu'actions étant en baisse (-7,7 milliards). En rappel, à fin mars 2019, les créances sur l'économie avaient enregistré une hausse de 243,8 milliards (+16,7%) par rapport à fin mars 2018, après un accroissement de 298,5 milliards (+25,4%) entre fin mars 2018 et fin mars 2017.

En se situant à 198,2 milliards à fin mars 2020, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré une augmentation de 46,3 milliards de FCFA en variation trimestrielle, en lien notamment avec la hausse des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration Centrale (+226,1 milliards), atténuée par la baisse de celles de la BCEAO de 179,8 milliards.

La progression en variation trimestrielle des créances nettes des AID sur l'Administration Centrale résulte notamment d'une hausse de leurs créances brutes (+226,1 milliards de FCFA, soit +116,8%), sous forme de titres publics détenus sur l'Etat burkinabè (+106,5 milliards de FCFA, soit +19,4%) et de crédits directs au Trésor (+67,2 milliards, soit +781,5%), accentuée par la diminution des dépôts effectués par l'Etat dans les banques (-52,5 milliards de FCFA, soit -14,4%).

En ce qui concerne la baisse des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale, elle est imputable notamment à la hausse de ses engagements (+193,3 milliards de FCFA) constitués principalement des dépôts de l'Etat, atténuée par l'accroissement des crédits octroyés par le FMI (+13,5 milliards de FCFA) dans le cadre du programme financier au titre de la FEC. En variation annuelle, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré une progression de 107,5 milliards de FCFA, imprimée par une hausse des créances nettes des AID (+301,9 milliards de FCFA) et atténuée par la régression de celles de la BCEAO (-194,4 milliards de FCFA). En particulier, l'encours des titres du Trésor public burkinabè émis par adjudication et détenus par les banques de la place a connu un accroissement de 7,6 milliards de FCFA (+2,4%) pour s'établir à 319,3 milliards de FCFA à fin mars 2020 contre 311,7 milliards de FCFA à fin mars 2019.

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 192,8 milliards de FCFA (+4,8%), en lien notamment avec l'augmentation des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+148,6 milliards de FCFA, soit +9,5%) et des dépôts transférables (+47,7 milliards de FCFA, soit +2,6%) et atténuée par une diminution de la circulation fiduciaire (-3,5 milliards de FCFA, soit -0,5%).

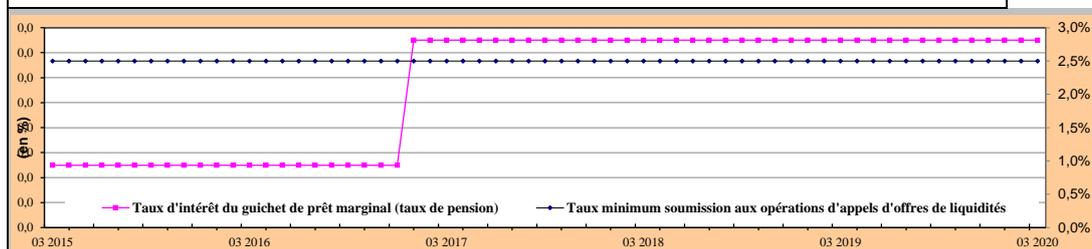
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré une augmentation de 343,7 milliards de FCFA (+8,8%), sous l'effet de la hausse des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+247,4 milliards de FCFA, soit +16,8%), de la circulation fiduciaire (+55,4 milliards de FCFA, soit +9,3%) et des dépôts transférables (+40,9 milliards de FCFA, soit +2,2%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19
				Est.	Est.
M1/PIB	23,2%	25,0%	28,2%	25,6%	24,1%
M2/PIB	40,4%	43,1%	46,9%	43,1%	40,3%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	131,0	144,2	182,5	182,5	182,5	0,0%	39,2%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du premier trimestre 2020, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 518,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2020 contre 384,0 milliards au premier trimestre 2019, enregistrant ainsi une progression de 134,7 milliards de FCFA (+35,1%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 6,6192% contre 7,3958% à la même période en 2019, soit une baisse de 0,78 point de pourcentage sur un an.

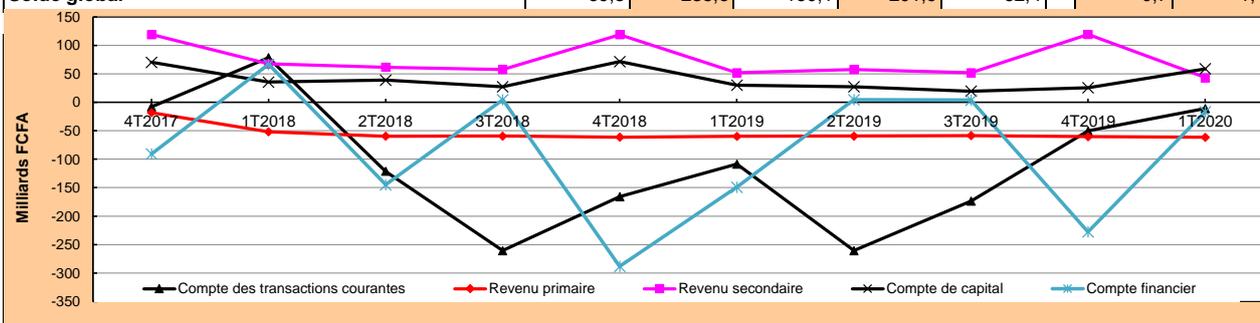
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des trois premiers mois de l'année 2020 s'est établi à 851,8 milliards de FCFA, après 440,5 milliards de FCFA collectés au premier trimestre 2019, soit une progression de 93,4%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 6,17% contre 5,70% au premier trimestre 2019, soit un rehaussement de 0,47 point de pourcentage.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au premier trimestre de l'année 2020, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global excédentaire de 62,4 milliards, après un excédent de 201,9 milliards au quatrième trimestre 2019 et un excédent de 69,3 milliards au même trimestre de l'année précédente. La diminution de l'excédent global en variation trimestrielle (-139,5 milliards) est attribuable au compte financier et à celui de revenu secondaire.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-108,7	-260,9	-173,6	-50,2	-10,8	-0,8	-0,9
Biens et services	-100,9	-259,6	-167,5	-109,1	7,2	-1,1	-1,0
Biens	42,1	-176,9	-39,6	25,7	132,0	4,1	-4,3
Services	-143,0	-82,6	-127,9	-134,8	-124,9	-0,1	0,0
Revenu primaire	-59,8	-59,3	-58,3	-60,4	-61,4	0,0	0,1
– Intérêt sur dette publique	-7,6	-2,8	-12,3	-9,8	-6,4	-0,3	-0,5
Revenu secondaire	52,0	57,9	52,2	119,3	43,4	-0,6	-0,2
Administrations publiques	14,8	3,0	15,3	83,4	8,3	-0,9	-0,5
Autres secteurs	37,2	54,9	36,9	35,9	35,1	0,0	0,0
– Envois de fonds des travailleurs	37,6	50,1	39,7	33,9	35,9	0,1	-0,1
Compte de capital	30,1	27,6	19,7	25,8	59,0	1,3	2,0
Transferts de capital	30,0	27,6	19,6	25,7	59,0	1,3	2,0
Administration publique	16,6	14,6	6,2	13,1	45,4	2,5	6,4
Autre secteurs	13,4	13,0	13,5	12,6	13,5	0,1	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-78,6	-233,3	-154,0	-24,5	48,2	-3,0	-1,3
Compte financier	-149,4	4,6	3,9	-227,6	-16,8	-0,9	-5,3
Investissement direct	-28,1	0,9	-28,0	-28,2	-26,3	-0,1	-0,1
Titres de participation	-25,2	-15,9	-25,2	-25,3	-20,0	-0,2	-0,2
Instruments de dettes	-2,9	16,8	-2,8	-2,8	-6,3	1,2	1,2
Investissements de portefeuille	-23,8	-37,3	-23,7	-23,7	-25,2	0,1	0,1
Titres de participation	-1,4	0,0	-1,4	-1,4	-1,5	0,1	0,1
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-22,4	-37,3	-22,4	-22,4	-23,7	0,1	0,1
Autres investissements	-97,6	41,1	55,6	-175,7	34,7	-1,2	-0,4
Administrations publiques	-79,6	-144,0	-155,8	-38,6	-41,4	0,1	-0,7
Solde global	69,3	-235,6	-160,1	201,9	62,4	-0,7	-1,4



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 39,4 milliards au premier trimestre 2020, en ressortant en déficit de 10,8 milliards, après un déficit de 50,2 milliards au quatrième trimestre 2019. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'amélioration du solde des biens et des services, en dépit de la détérioration du compte de revenu secondaire au cours de la période sous revue.

Par rapport au premier trimestre de l'année 2019 où il avait été observé un déficit courant de 108,7 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 97,9 milliards, imprimée notamment par le compte des biens et services.

La balance des biens s'est améliorée de 106,4 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 25,7 milliards au quatrième trimestre 2019 à un excédent de 132,0 milliards au premier trimestre 2020. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+58,0 milliards, soit +10,1%) et d'un repli des importations (-48,4 milliards, soit -8,9%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est amélioré de 89,9 milliards (+213,3%) au premier trimestre 2020. Cette variation est en lien avec la progression des exportations (+72,8 milliards, soit +13,0%), accentuée par le repli des importations (-17,1 milliards, soit -3,3%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 126,5% au premier trimestre 2020 contre 104,7% au quatrième trimestre 2019 et 108,2% au premier trimestre de 2019.

Le déficit structurel de la balance des services s'est atténué de 9,9 milliards, passant de 134,8 milliards au quatrième trimestre 2019 à 124,9 milliards au premier trimestre 2020. Cette évolution favorable s'explique par la baisse des importations de services de fret, en relation avec la diminution des importations de marchandises (-8,9%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est également atténué (-18,2 milliards).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de ressources de 61,4 milliards au premier trimestre 2020, après des sorties nettes de 60,4 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 1,0 milliard suite à la progression sortie au titre des revenus des investissements (+0,6 milliard), malgré la baisse des paiements au titre des intérêts de la dette extérieure publique de 3,4 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est atténué de 1,6 milliard.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est réduit de 75,9 milliards, en ressortant à 43,4 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 119,3 milliards au quatrième trimestre de 2019. Cette évolution s'explique principalement par le repli des aides budgétaires (-75,6 milliards). En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est détérioré de 8,6 milliards, en raison de la baisse des appuis budgétaires (-6,3 milliards) et des envois de fonds des migrants (-1,7 milliard).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 59,0 milliards, après une réalisation de 25,8 milliards au dernier trimestre 2019, soit une amélioration de 33,2 milliards, principalement sous l'effet de la progression des transferts en capital au profit de l'Administration publique (+32,3 milliards). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 45,4 milliards au cours du premier trimestre 2020, contre 13,1 milliards au cours du quatrième trimestre 2019, enregistrant ainsi une augmentation de 32,3 milliards. Par rapport au niveau de 16,6 milliards mobilisés au premier trimestre 2019, les dons projets au profit de l'Administration publique ont enregistré un accroissement de 28,8 milliards, entraînant une amélioration du compte de capital de 28,9 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie burkinabè** d'un montant de 48,2 milliards contre un besoin de financement de 24,5 milliards au trimestre précédent. Au premier trimestre 2019, un besoin de financement de 78,6 milliards avait été enregistré.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 16,8 milliards, après des sorties nettes de 227,6 milliards au quatrième trimestre 2019, soit un repli de 210,9 milliards. Cette évolution du compte financier est imprimée par les autres investissements au titre desquels les entrées nettes de capitaux ont diminué de 210,4 milliards pour enregistrer des sorties nettes de 34,7 milliards contre des entrées nettes de 175,7 milliards au trimestre précédent. Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) et des investissements de portefeuille sont restées quasi-stables.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré une détérioration de 132,6 milliards par rapport aux entrées nettes de capitaux de 97,6 milliards enregistrées au premier trimestre 2019.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin mars 2020, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.727,3 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.325,9 milliards et 2.668,9 milliards, respectivement à fin mars et fin décembre 2019. Cette détérioration en variation trimestrielle de la position débitrice de 58,4 milliards est consécutive à une baisse du stock d'actifs financiers (-52,6 milliards), accentuée par la hausse du stock de passifs financiers (+5,7 milliards).

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

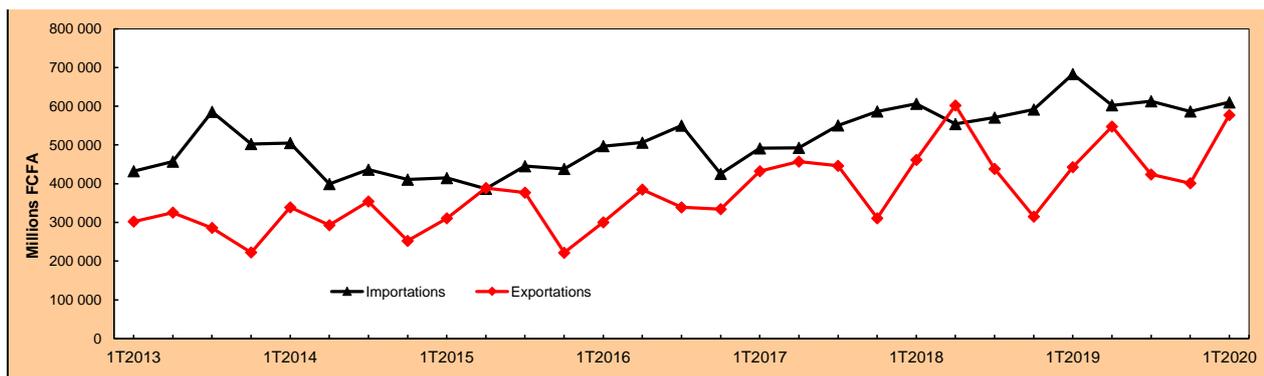
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
TOTAL	602 333,2	613 072,1	586 957,8	650 373,2	610 144,7	-6,2%	1,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 644,7	6 964,7	6 288,9	6 243,3	6 635,0	6,3%	-0,1%
Produits du règne végétal	29 961,5	35 680,4	27 434,7	33 394,3	29 766,5	-10,9%	-0,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	6 003,4	3 204,9	3 092,8	2 484,9	3 500,5	40,9%	-41,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	25 696,1	31 764,0	21 880,0	24 794,5	21 643,6	-12,7%	-15,8%
Produits minéraux	179 105,7	188 606,2	192 090,3	196 737,7	211 809,5	7,7%	18,3%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	75 610,5	71 514,8	62 523,9	65 798,1	78 873,5	19,9%	4,3%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	22 546,5	21 274,0	20 075,4	23 709,0	20 150,7	-15,0%	-10,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	447,1	316,3	490,7	393,8	524,1	33,1%	17,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	903,3	1 260,8	844,1	998,1	1 043,6	4,6%	15,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 516,5	7 408,3	8 352,0	6 978,6	6 524,7	-6,5%	0,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	13 889,3	18 854,0	9 324,7	9 535,4	9 491,1	-0,5%	-31,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 833,5	1 473,3	1 127,0	1 454,5	1 761,4	21,1%	-3,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	5 660,1	4 984,7	6 439,3	5 400,5	6 062,7	12,3%	7,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	51,8	64,6	70,4	21,1	21,3	0,8%	-58,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	43 195,7	49 847,9	38 746,6	36 976,6	34 460,8	-6,8%	-20,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	113 537,2	111 750,2	89 570,9	151 688,3	116 763,0	-23,0%	2,8%
Matériel de transport	58 422,7	46 920,5	87 611,3	70 452,1	49 784,9	-29,3%	-14,8%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	6 381,2	6 414,7	5 630,8	7 145,0	6 071,3	-15,0%	-4,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 289,4	430,8	181,9	340,4	707,0	107,7%	-45,2%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une légère baisse de 6,2% ramenant le niveau des importations de 650,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2019 à 610,1 milliards de FCFA au trimestre sous revue. La hausse de la facture pétrolière de 15,1 milliards de FCFA et des importations des produits des industries de 13,1 milliards de FCFA ont été largement compensées par la baisse des importations des autres produits, principalement « les machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 34,9 milliards de FCFA et du matériel de transport de 20,7 milliards de FCFA.

Comparativement au même trimestre de 2019 une légère hausse de 1,3% des importations a été observée. La hausse de la facture pétrolière de 32,7 milliards de FCFA a compensé la baisse des importations de la plupart des produits.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
TOTAL	547 551,9	424 111,4	401 268,0	523 736,7	577 500,6	10,3%	5,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	173,0	136,8	111,6	192,6	107,9	-44,0%	-37,6%
Produits du règne végétal	55 015,5	40 788,1	31 399,2	32 967,3	51 034,6	54,8%	-7,2%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	31 420,2	3 408,3	18 227,2	27 262,6	31 992,9	17,4%	1,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 639,5	5 267,0	4 596,2	5 173,4	6 286,6	21,5%	11,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 999,9	3 424,2	1 378,9	1 336,8	3 256,3	143,6%	62,8%
Produits minéraux	463,3	2 110,5	1 216,9	1 625,2	17 642,9	985,6%	3708,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	2 009,9	2 052,8	1 627,4	1 727,9	1 484,9	-14,1%	-26,1%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	487,7	254,9	79,4	1 661,2	194,6	-88,3%	-60,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	3,5	0,7	2,0	75,8	23,1	-69,5%	566,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	2,0	2,3	1,4	18,2	10,1	-44,6%	410,2%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	11,7	35,6	56,9	8,7	1,4	-83,6%	-87,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	117 537,2	25 210,0	968,9	65 340,7	86 125,2	31,8%	-26,7%
dont coton fibre	116 418,3	24 611,5	424,6	64 665,5	85 200,9	31,8%	-26,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	4,5	1,5	0,5	16,1	1,8	-88,7%	-59,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	9,7	11,6	29,7	56,6	7,5	-86,7%	-22,4%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	323 522,9	308 243,1	331 632,9	367 489,1	400 230,5	8,9%	23,7%
dont or	323 093,6	307 880,3	331 231,0	366 947,7	399 511,6	8,9%	23,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	28 277,8	28 335,7	22 251,6	21 848,0	3 023,7	-86,2%	-89,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	7 234,3	5 585,0	3 678,5	5 596,4	5 396,0	-3,6%	-25,4%
Matériel de transport	4 318,1	2 005,3	1 179,2	18 005,7	2 038,5	-88,7%	-52,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	460,4	61,4	129,7	314,6	308,7	-1,9%	-33,0%
Marchandises et produits divers	108,4	512,1	591,8	212,5	206,7	-2,8%	90,6%

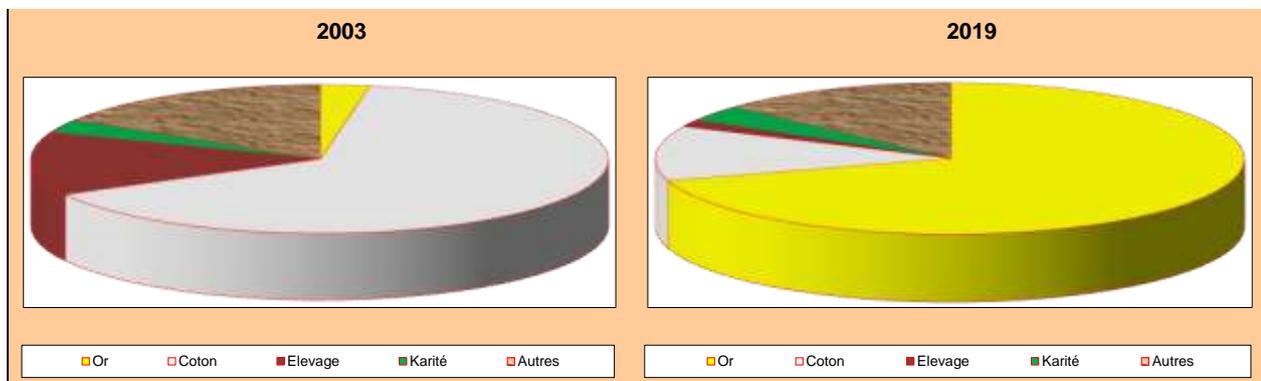


Au premier trimestre 2020, les exportations enregistrent une hausse de 10,3% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 523,7 milliards FCFA au quatrième trimestre 2019 à 577,5 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse (32,6 milliards de FCFA) des exportations d'or non monétaire et du coton fibre de 20,5 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une légère hausse de 5,5%, soit 29,9 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2019. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire. En effet, la baisse des exportations de coton fibre de 31,2 milliards de FCFA et des métaux communs de 25,3 milliards de FCFA ont été compensée par la hausse des exportations de l'or non monétaire (76,4 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2003	2016	2017	2018	2019
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	65,1%	67,7%	68,0%	70,2%
Part du coton dans total	64,4%	11,8%	13,4%	11,4%	11,7%
Part des produits de l'élevage dans total	13,7%	1,9%	1,7%	1,5%	1,5%
Part du karité dans total	3,0%	1,8%	3,5%	3,2%	3,5%
Part des autres produits dans total	16,2%	19,4%	13,7%	16,0%	13,1%

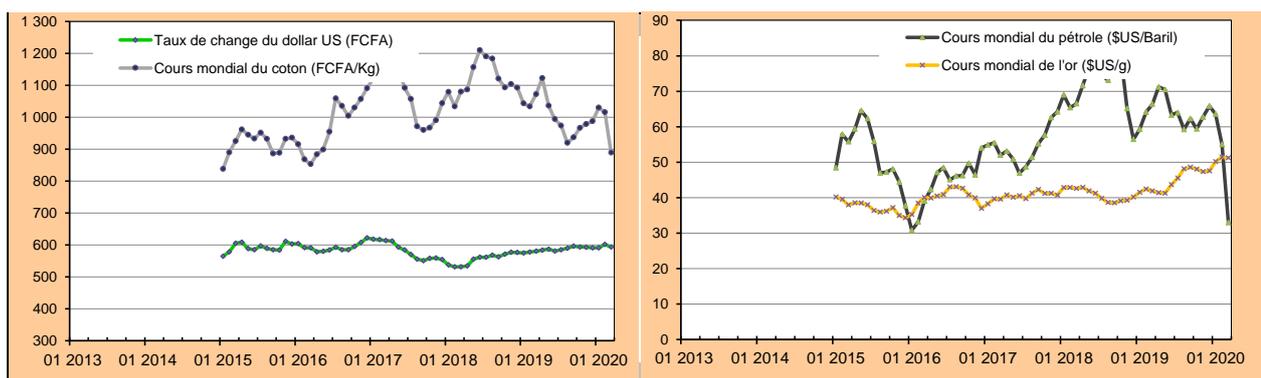


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,2% de la part des exportations en 2018. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 47,9 tonnes en 2019.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	577,6	583,7	590,1	592,3	595,2	0,5%	3,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	63,3	68,3	61,9	62,7	50,5	-19,4%	-20,1%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 817,4	1 800,7	1 599,3	1 650,3	1 643,5	-0,4%	-9,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	41,9	42,1	47,4	47,7	50,9	6,9%	21,5%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	36,6	39,9	36,5	37,1	30,1	-18,9%	-17,7%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 049,8	1 051,1	943,7	977,5	978,3	0,1%	-6,8%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	24,2	24,6	28,0	28,2	30,3	7,4%	25,2%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,029	0,026	0,026	0,026	0,035	30,9%	19,9%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le **dollar américain maintient sa tendance en rythme trimestriel entamé depuis le premier trimestre 2018 vis à vis du FCFA** avec une hausse de 0,5% de sa valeur au premier trimestre de l'année 2020. Toutefois, une baisse mensuelle est constatée à la fin de ce trimestre et s'expliquerait par la hausse du taux de chômage du fait du ralentissement de l'activité économique engendré par les mesures prises (fermeture des frontières, confinement etc.) face à la pandémie du COVID19. En moyenne, le dollar s'est échangé à 595,2 FCFA au premier trimestre 2020 contre 592,3 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 3,0% ce trimestre comparativement au premier trimestre de 2019.

- Prix des produits exportés :

Déclin du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en baisse de 0,4% au premier trimestre 2020 en revenant à 1643,5 dollars la tonne contre 1650,3 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a ainsi diminué de 9,6% dû à l'effet cumulé de la tendance baissière entamée depuis deuxième trimestre 2018. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 978,3 FCFA le kilogramme, contre 977,5 FCFA au quatrième trimestre 2019, soit une quasi-stabilité de +0,1%. Ainsi, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en Francs CFA est en baisse de 6,8%.

Rafermissement de la hausse du cours de l'or entamée depuis six trimestres. Le cours du métal jaune a été caractérisé par la poursuite de son regain au premier trimestre 2020 avec une hausse de 6,9% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 50,9 dollars le gramme contre 47,7 dollars au quatrième trimestre 2019. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse nettement le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 21,5% au premier trimestre 2020. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 30 325 francs le gramme, en augmentation de 7,4% en rythme trimestriel et de 25,2% en glissement annuel. Le cours de l'onçe d'or demeure fortement influencé par le haut niveau d'incertitudes engendrées par les tensions commerciales, technologiques, économiques et géopolitiques au plan mondial au cours de l'année 2019.

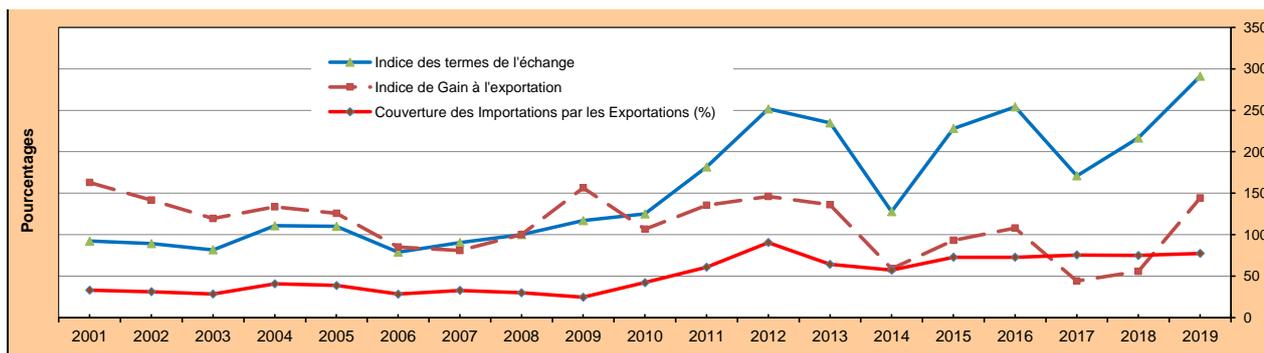
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le premier trimestre 2020 a connu un plongeon des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 50,5 dollars au premier trimestre 2020 contre 62,7 dollars le trimestre précédent, correspondant à une chute de 19,4%, notamment au mois de mars où le cours moyen est descendu à 33 dollars. De même, en glissement annuel, il a enregistré une contraction de 20,1% au premier trimestre 2020. Exprimé en franc FCFA, il est aussi en baisse de 18,9% en rythme trimestriel et de 17,7% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole est fortement influencée par la crise mondiale de la COVID-19 qui a entraîné un ralentissement de la demande mondiale en produits pétroliers du fait de la suspension de plusieurs activités industrielles et aéroportuaires.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	Var. 2019	
						Var./2018	Var./2017
Indice prix à l'exportation	231,2	160,7	178,3	150,9	247,1	63,7%	38,6%
Indice prix à l'importation	90,9	94,0	82,3	79,3	84,9	7,1%	3,1%
Indice des termes de l'échange	254,2	170,9	216,6	190,4	291,1	52,9%	34,4%
Indice de gain à l'exportation	108,0	44,1	55,8	38,2	144,2	277,1%	158,5%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	72,9	75,6	74,9	74,9	77,4	3,3%	3,3%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	<i>Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest</i>
DGEP :	<i>Direction Générale de l'Economie et de la Planification</i>
DGESS :	<i>Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles</i>
DGTCP :	<i>Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique</i>
ENEC :	<i>Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel</i>
Est. :	<i>Estimation</i>
IHPC :	<i>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</i>
INSD :	<i>Institut National de la Statistique et de la Démographie</i>
MAAH :	<i>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques</i>
MINEFID :	<i>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</i>
MRAH :	<i>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</i>
Prov. :	<i>Données provisoires</i>
SONAGESS :	<i>SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire</i>
TOFE :	<i>Tableau des Opérations Financières de l'Etat</i>
UEMOA :	<i>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</i>

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale :

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
GUIGMA, Alidou	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP